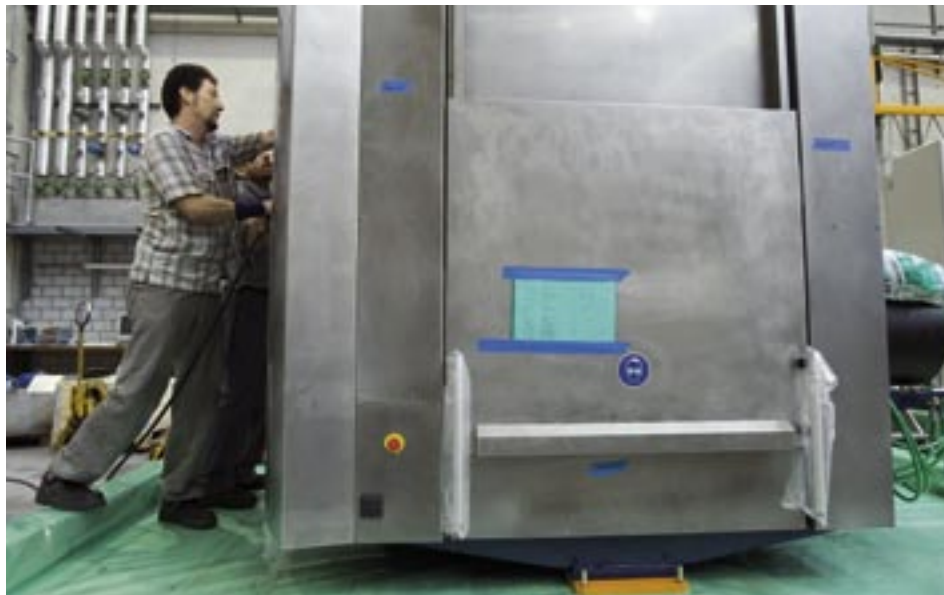


# Attrait et compétitivité de la Suisse pour les PME: les résultats de 2007

Qu'en est-il de l'attrait et de la compétitivité de la place économique suisse, du point de vue des entrepreneurs? Depuis 1998, cette question est posée régulièrement aux participants du cours d'études intensives dispensé aux petites et moyennes entreprises (PME) à l'université de Saint-Gall. En 2007, les besoins les plus urgents en politique économique concernaient de nouveau la disponibilité en main-d'œuvre qualifiée ainsi que, pour la première fois, le taux de change. La satisfaction la plus élevée – y compris sur le long terme – revient à la flexibilité du marché de l'emploi et à la paix du travail.



Les entreprises interrogées voient dans la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée le problème le plus aigu de l'heure: 41% estiment que cette disponibilité est à la fois mauvaise et très importante. Un autre problème sérieux est le taux de change actuel du franc suisse par rapport à l'euro et au dollar US.

Photo: Keystone

L'enquête a été menée pour la dixième fois consécutive auprès des participants au cours, soit chaque fois une trentaine ou une quarantaine de propriétaires et dirigeants de PME. Cette étude périodique permet non seulement de réactualiser les résultats, mais aussi d'en dégager les dynamiques. Comme la composition du groupe de participants est le fruit d'une sélection et que les réponses émanent donc d'entrepreneurs ou dirigeants plus performants que la moyenne, une certaine distorsion n'est pas exclue çà et là. En revanche, il ne faut pas s'attendre à en trouver dans la comparaison diachronique (1998-2007). Il est, par ailleurs, possible de formuler quelques hypo-

thèses quant aux principales tendances qui guident la compétitivité de la Suisse en tant que siège de PME<sup>1</sup>.

## Caractéristiques structurales des entreprises interrogées

Pour obtenir un tableau structuré des entreprises impliquées, celles-ci sont classées en fonction des caractéristiques suivantes: secteur, taille, part des exportations, croissance du chiffre d'affaires par rapport à la moyenne sectorielle. Les chiffres cités sont ceux de la dernière enquête (printemps 2007).

Pour ce qui est de la *répartition par branches*<sup>2</sup>, 53% des entreprises dépendent du secteur secondaire (industrie et artisanat), 30% de l'industrie de transformation, 44% du tertiaire (services) et 3% du primaire (agriculture et sylviculture). Cette distribution s'oppose nettement à la répartition nationale, où 76% des entreprises dépendent du tertiaire<sup>3</sup>.

La *taille* des entreprises interrogées correspond à l'effectif total des collaborateurs en Suisse et à l'étranger. Plus de 43% sont classées comme petites (10 à 49 collaborateurs) et 37% sont de taille moyenne (50 à 249 collaborateurs). Seules 3% sont des microentreprises de



**P. Franz Jaeger**  
Membre de la direction de l'école de cadres de l'université de Saint-Gall (ES-HSG)



**Beat Bechtold**  
Chef de projet à l'école de cadres de l'université de Saint-Gall (ES-HSG)

Tableau 1

## Évaluation des facteurs d'implantation par des PME suisses, 2007

État actuel	Importance pour l'entreprise		
	Sans importance	Important	Très important
Mauvais	(1)	(2)	(3) Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée 41% Taux de change 21%
Suffisant	(4)	(5) Pouvoir des clients 45% Niveau des salaires 41% Taxes 40% Astreintes écologiques 38% Coopération des administrations 38% Réglementation 35% Responsabilité du fait des produits 35% Charges salariales 34% Qualité des postes de travail 34% Cadre fiscal 33% Règlements de construction 32%	(6) Charges salariales 34% Système éducatif 28%
Bon	(7) Accès au marché des capitaux et des crédits 26%	(8) Paix du travail 37% Infrastructures 31% Intérêts 26%	(9) Horaires flexibles 47% Paix du travail 37% Accès aux marchés étrangers 22%

Source: Jaeger, Bechtold / La Vie économique

tion étudié apparaît dans la case où il a été mentionné le plus souvent, accompagné du pourcentage indiquant le nombre de personnes (ayant répondu) qui l'ont positionné à cet endroit. Ainsi, 41% des personnes ayant répondu jugent que la disponibilité en main-d'œuvre qualifiée est mauvaise et que la question est très importante. Aucune autre combinaison de réponses ne réalise de pourcentage supérieur pour ce facteur-là<sup>1</sup>.

Pour interpréter les neuf cases de la matrice<sup>5</sup>, on notera ce qui suit: si un facteur d'implantation est jugé *mauvais* + *très important* (case 3), il est extrêmement urgent d'agir au plan politique, car cette combinaison met en évidence un *problème aigu*. Les combinaisons *mauvais* + *important* (case 2) et *suffisant* + *très important* (case 6) signalent la nécessité d'une intervention rapide et des *problèmes graves*. Les facteurs d'implantation jugés *suffisants* + *importants* (case 5) représentent des *problèmes moindres*, mais il y a quand même nécessité d'intervenir. Ceux situés dans les cases restantes ne posent *pas de problème*. La seule intervention nécessaire est de veiller à ce que les conditions demeurent bonnes ou s'améliorent encore.

1 à 9 employés. Les 17% restants sont des grandes entreprises qui emploient 250 personnes et plus.

Un peu plus de 28% des entreprises n'exportent pas du tout. Pour 41% d'entre elles, les exportations représentent moins d'un quart du chiffre d'affaires. 25% des entreprises réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires à l'étranger, affirmant ainsi leur nature internationale. On peut également postuler que les entreprises exportatrices sont soumises à une concurrence plus vive que les autres et donc que les PME interrogées sont relativement performantes, ce qui en fait un échantillon particulièrement pertinent pour la politique de promotion de la place économique suisse. Autre signe révélateur: 50% des entreprises interrogées jugent que l'évolution de leur chiffre d'affaires est supérieure à la moyenne des branches.

### Méthodologie pour l'étude des forces et des faiblesses

Pour l'enquête, les participants évaluent divers facteurs d'implantation à l'aide d'une matrice bidimensionnelle. Il s'agit de juger, d'une part, l'offre ou l'état d'un facteur d'implantation donné (*mauvais* / *suffisant* / *bon*), d'autre part d'estimer l'importance du même facteur pour l'entreprise (*sans importance* / *important* / *très important*). Les neuf combinaisons de réponses possibles sont récapitulées dans le *tableau 1*. Le facteur d'implanta-

### Pénurie de main-d'œuvre qualifiée

La matrice montre que la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée est nettement en tête des préoccupations (41%). Plus de 81% des entreprises interrogées rangent d'ailleurs ce facteur d'implantation dans la colonne *très important* (cases 3, 6 et 9). L'acuité du problème est encore soulignée par le fait qu'à partir de 1999, ce même facteur a toujours été jugé *mauvais* ou *suffisant*, mais en tout cas *très important* (cases 3 ou 6). On peut en déduire que les mesures politiques prises pour améliorer la disponibilité en main-d'œuvre qualifiée ont été soit négligées, soit infructueuses. Il est vrai que l'hypothèse la plus vraisemblable de cet échec est probablement que la bonne conjoncture générale a dynamisé l'économie suisse, notamment ces quatre dernières années, puisque de 2004 à 2007, le PIB réel a crû en moyenne de 2,7% par an. Pendant ce temps, les carnets de commande presque pleins (93%) de l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux ont créé des goullets d'étranglement dans la production et sur le marché du personnel hautement qualifié<sup>6</sup>. Sur le plan politique, la Suisse et l'UE ont aussi mis progressivement en œuvre la libre circulation des personnes depuis 2002. Cette ouverture économique s'est encore accrue avec l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes aux États d'Europe centrale et orientale. Malgré toutes ces mesures de libéralisation, il n'a pas été possi-

1 Voir à ce sujet *KMU-Landschaft im Wandel*, Office fédéral de la statistique (OFS), mars 2008.

2 Répartition selon liste de correspondance Noga 2002, OFS, section Structure des entreprises et emploi.

3 Selon *Recensement des entreprises 2005*, OFS.

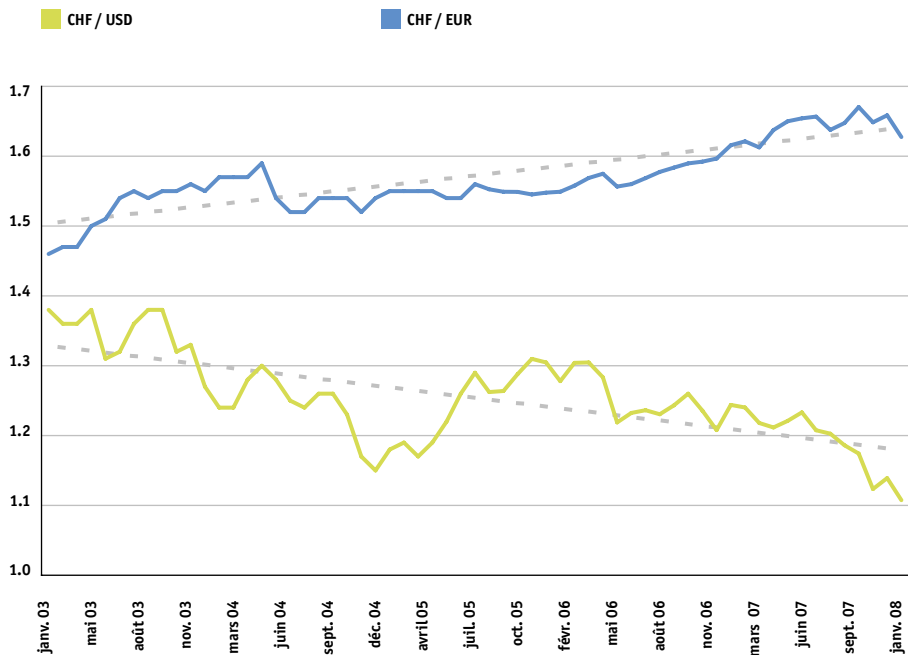
4 Les facteurs *charges salariales* et *paix du travail* se retrouvent dans deux champs de la matrice. C'est que, dans ces cas, deux combinaisons de réponses ont obtenu le même score et qu'aucune autre n'a été mentionnée plus souvent.

5 Voici comment les facteurs d'implantation sont attribués aux champs: on détermine en pour-cent combien de participants ont attribué chaque facteur d'implantation à tel champ, l'échantillon étant corrigé des participants qui n'ont pas fait de choix. Le facteur d'implantation est inscrit dans le champ où il a été mentionné le plus souvent.

6 Voir à ce propos Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Office fédéral de la statistique (OFS) et Association de l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (Swissmem).

Graphique 1

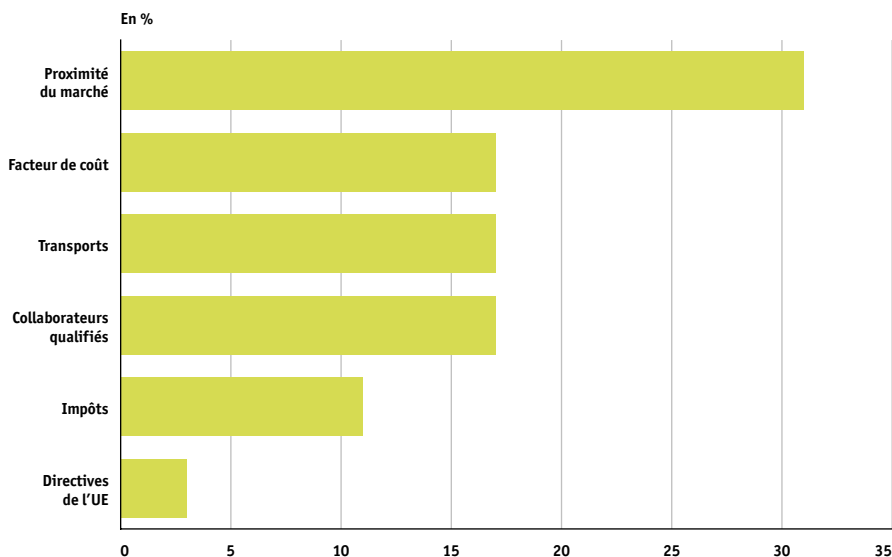
## Évolution du taux de change CHF/USD et CHF/EUR, 2003–2008



Source: BNS / La Vie économique

Graphique 2

## Motifs de délocalisation



Source: Jaeger, Bechtold / La Vie économique

ble, manifestement, d'éliminer les goulets d'étranglement, en particulier en matière de personnel hautement qualifié.

### Taux de change: un euro fort pose problème aux importateurs

Un autre problème aigu est le *taux de change du franc suisse* par rapport à l'euro et au

dollar US (voir *graphique 1*). Les entreprises qui y voient un problème (21%) sont surtout celles qui achètent à des sous-traitants de la zone euro ou s'y procurent des intrants. Face à un euro fort, ces producteurs ou importateurs indigènes doivent payer plus et reçoivent moins pour leur argent. Il est vrai que d'autres entreprises profitent des taux de change élevés. Ainsi, celles qui exportent dans la zone euro, de même que leurs sous-traitants, ont avantage à ce que le taux de change du franc soit bas par rapport à l'euro ou qu'il tende à la baisse. Les entreprises de tourisme profitent particulièrement de ce que les visiteurs de la zone euro arrivent avec une devise forte (par rapport au franc suisse). À y regarder de plus près, cette hypothèse est confirmée, puisque 17% – donc 4% seulement de moins que pour la case mentionnée le plus souvent – des personnes interrogées jugent les taux de change *suffisants + sans importance* (entreprises actives uniquement sur le marché intérieur) et *suffisants + très importants* (entreprises exportatrices). Il apparaît, en tous cas, une fois de plus que toutes les PME ne se ressemblent pas. Étant donné les variables décrites plus haut (part exportée, appartenance sectorielle, fournisseurs étrangers) et la composition changeante de l'échantillon d'entrepreneurs, année après année, il est particulièrement difficile de dégager une tendance à long terme – d'autant plus que le taux de change est un facteur exogène, qui peut subir des variations considérables en très peu de temps. L'enquête de cette année est néanmoins la première depuis 1998 où le problème des taux de change figure dans la case *mauvais + très important* (21% des entreprises interrogées).

Pour le dollar US, la situation s'inverse, puisque celui-ci tend plutôt à faiblir par rapport au franc suisse: les entreprises qui exportent dans la zone dollar avouent souffrir de la faiblesse ou de la baisse de cette devise; celles qui importent de marchés étrangers facturés en dollars (produits pétroliers, par exemple) profitent en revanche de sa faiblesse ou du rapport relativement fort (et en hausse) du franc vis-à-vis du dollar.

### Les facteurs d'implantation sont jugés positifs

Il y a aussi des facteurs d'implantation qualifiés de très positifs (*bon + très important*). À leur égard, la seule intervention nécessaire consiste à veiller à ce que la situation reste stable, car la concurrence ne dort pas! À en croire l'enquête 2007, il n'y a donc pas nécessité immédiate d'intervenir en matière de *flexibilité des horaires, paix du travail et accès aux marchés étrangers*. Pour ce dernier facteur, on ajoutera que 16% des entrepreneurs le

qualifient aussi de *suffisant + sans importance*; cela provient du fait que 28% des entreprises interrogées n'exportent pas du tout et n'ont donc pas besoin d'accéder aux marchés étrangers, contrairement à l'enquête d'il y a cinq ans<sup>7</sup>, où 44% des entreprises interrogées souhaitaient une assistance immédiate de l'État pour pénétrer les marchés étrangers. Ainsi, l'entrée sur ces marchés semble être plus une chance qu'un problème sérieux pour les PME exportatrices. Les raisons doivent sans doute en être recherchées dans les nombreux accords de libre-échange, le démantèlement des barrières au commerce et les accords bilatéraux avec l'UE.

Il est intéressant de relever que, sur la durée et d'une façon générale, les facteurs *niveau des salaires, pouvoir des clients, cadre fiscal et règlements de construction* n'ont été jugés ni particulièrement positifs, ni sérieusement négatifs. C'est pourtant là qu'une intervention de la promotion de la place économique suisse serait souhaitable, étant donné que ces facteurs recèlent depuis longtemps un potentiel notable. Chose surprenante, le facteur *accès au marché des capitaux et des crédits* ne représente plus un problème aigu, contrairement aux années précédentes. Le *pouvoir des clients* reste *important* pour 45% des entreprises interrogées, mais il est en recul.

### Qualité de la formation et problèmes de recrutement en Suisse

La plupart des représentants des PME interrogés donnent de bonnes notes à l'enseignement suisse sur des sujets spécifiques comme le rapport avec la pratique. Si l'on approfondit leur évaluation de la qualité, on voit qu'ils la jugent plus élevée chez les universitaires que chez les travailleurs spécialisés, tendance qui n'a pas changé depuis le début de nos enquêtes. Il faut quand même relever que, pendant toute la période étudiée, la qualité de la formation des universitaires et des travailleurs spécialisés a rarement été jugée *insuffisante*.

Si l'on analyse les différents segments du marché de l'emploi, on note que 67% des représentants des PME sont confrontés à des problèmes de recrutement au niveau des cadres moyens. Ils se plaignent de ne pas pouvoir concurrencer le niveau des salaires des grands groupes, qui leur soufflent souvent leurs meilleurs collaborateurs. Au niveau des cadres supérieurs, seules 13% des entreprises interrogées voient des problèmes de recrutement – liés au règlement de la succession (à l'interne) dans les entreprises familiales –, alors que 54% des PME déclarent des difficultés au niveau des travailleurs spécialisés. Le manque de formation spécialisée est la chose la plus souvent

déplorée; cela vient sans doute du fait que les entreprises trouvent souvent trop long de former elles-mêmes leurs spécialistes<sup>8</sup>.

### Étendue et motifs de délocalisation

Enfin, l'enquête PME annuelle examine les raisons ou motifs qu'invoquent éventuellement les entreprises pour délocaliser (voir *graphique 2*). D'après l'enquête 2007, 78% des PME pourraient en principe délocaliser. Pour 52% d'entre elles, déménager n'est possible qu'en Suisse; les 48% restantes pourraient imaginer un transfert à l'étranger. La délocalisation de toute l'entreprise entre en ligne de compte pour 42% des entreprises interrogées, une délocalisation partielle pour 72%. Par rapport aux enquêtes précédentes, il s'agit des deuxièmes résultats les plus élevés depuis 1998. Il n'y a qu'en 2000 (à l'apogée de la vague TIC) que davantage de PME étaient disposées à délocaliser des parties, voire l'ensemble de l'exploitation.

Si l'on examine les raisons qui inciteraient les dirigeants d'une PME à changer de site ou à délocaliser des parties de l'exploitation, on en trouve aussi bien d'offensives que de défensives<sup>9</sup>. Le motif (offensif) le plus souvent cité est la *proximité du marché* (31%). Suit un motif défensif, les *coûts* (17%), les nouveaux membres de l'UE en Europe orientale figurant en tête des sites concurrents potentiels. Le motif des *transports* (également 17%) signale que les liaisons avec le site actuel ne sont pas satisfaisantes. Il peut donc être important, pour une PME, d'être située dans un quartier industriel ou à proximité d'un aéroport, ou encore d'être bien accessible par les transports publics. Par *directives de l'UE* (3%), on entend les normes et prescriptions sur les produits qui diffèrent de celles de la Suisse.

Dans ce contexte de mondialisation progressive, d'excellente conjoncture et de prépondérance des motifs offensifs (proximité du marché), il ressort que les entreprises prospèrent économiquement et qu'elles ne doivent pas envisager de délocaliser par nécessité ou sous la pression des coûts. ■

<sup>7</sup> Voir *Les petites et moyennes entreprises, épine dorsale de l'économie suisse*, OFS (éd.), 2003.

<sup>8</sup> À quoi s'ajoute le grand risque que les spécialistes formés soient embauchés ailleurs, que leur savoir-faire passe ainsi à la concurrence et que les investissements consentis dans le capital humain soient amortis trop tôt.

<sup>9</sup> Voir à ce sujet Jaeger F. et Bechtold B., *Eine freizügige Schweiz – Chimäre oder Chance?*, 2005, p. 71 ss.